La fin d’un long feuilleton ?

**C'est la fin d'un long feuilleton politique: les opérateurs télécoms Orange et SFR ont donné le coup d'envoi de la 5G à Paris où le réseau sera mis en service à partir de vendredi, ont-ils annoncé jeudi à l'issue d'une dernière réunion avec la mairie.**

Paris va donc rejoindre Strasbourg, Lyon ou encore Bordeaux, où la 5G a déjà été lancée, malgré des réticences locales. En la matière, c'est l'État qui décide et les maires ne peuvent pas s'opposer juridiquement.

Mais soucieux d'éviter les polémiques, les opérateurs ont engagé à Paris une concertation, qui a abouti à une "charte" encadrant le déploiement de la 5G dans la capitale, validée par le conseil municipal début mars, à la suite d'une conférence citoyenne organisée par la ville fin décembre.

C'est la signature de cette charte le 15 mars par les opérateurs (Bouygues Telecom, Free Mobile, Orange et SFR) qui a rendu possible le lancement commercial de la 5G à Paris, alors que les villes franciliennes de la petite couronne bénéficient de la couverture de la dernière génération de réseau mobile depuis fin 2020.

En contrepartie, les opérateurs se sont notamment engagés à "optimiser le recyclage des équipements de téléphonie" ou à favoriser "l'inclusion numérique".

Reste à savoir si ces garanties seront suffisantes pour éviter un clash au sein de la majorité parisienne menée par la mairie socialiste Anne Hidalgo, alors que ses partenaires écologistes n'ont cessé de réclamé un moratoire.

Orange et SFR, les premiers à avoir officialisé le lancement de leurs réseaux respectifs, ont annoncé vouloir déployer exclusivement sur la bande de fréquences 3,5 GHz, celle "qui offre les meilleurs débits".

"En proposant la 5G dès ce vendredi aux Parisiennes et Parisiens, SFR a montré d'une part sa volonté de respecter le temps du débat citoyen, et d'autre part sa capacité à déployer son réseau 5G, dans le respect de la charte adoptée par le Conseil de Paris", a indiqué Grégory Rabuel, directeur général de SFR, dans un communiqué.

**- Lille en attente -**

De Paris à Nantes, en passant par Rennes, plusieurs maires écologistes ou de gauche de grandes villes avaient décidé de lancer fin 2020 un "débat public" pour notamment répondre à un "besoin de transparence" au sujet des éventuelles conséquences du déploiement de la 5G sur l'environnement et la santé.

D'autres communes comme Lille ont déjà annoncé être en faveur d'un moratoire jusqu'à la publication prévue au printemps 2021 d'un rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses).

"Le Conseil d'État a été clair: il ne revient pas aux maires, mais à l'État d'en décider, même si certains peuvent ralentir le processus, par exemple à travers l'accès aux bâtiments publics", avait toutefois rappelé fin novembre le secrétaire d'État au numérique Cédric O dans le Journal du Dimanche.

Les opérateurs et les pouvoirs publics ont cherché néanmoins à trouver un compromis politique pour désamorcer un sujet devenu encore plus polémique depuis que la Convention citoyenne pour le climat a elle-même recommandé un moratoire cet été.

Plusieurs villes, au départ récalcitrantes, ont fini par laisser les opérateurs activer leurs réseaux 5G, à l'image de Strasbourg, Lyon et Bordeaux.

Bordeaux, dirigée par l'écologiste Pierre Hurmic, s'est même dite "désolée" de l'ouverture de la 5G locale début février.

"Clairement, on ne peut pas faire ce qu'on veut sur notre propre territoire. Nous ne sommes pas écoutés. L'État, malgré ses grands discours sur le changement climatique, n'entend pas", avait déploré l'adjointe au maire Delphine Jamet auprès de l'AFP.

Si la 5G promet d'offrir, à terme, un débit jusqu'à dix fois plus rapide, les opérateurs comptent surtout sur elle pour l'instant pour éviter la saturation de leurs réseaux mobiles.

AFP, publié le jeudi 18 mars 2021 à 12h36